

Gouverner : Un dialogue constant entre choix politiques et économiques, riches et pauvres, employeurs et employés, nouveaux riches et nouvelles précarités. L'exemple du Bénin
Gouverner : Un dialogue constant entre choix politiques et économiques, riches et pauvres, employeurs et employés, nouveaux riches et nouvelles précarités. L'exemple du Bénin

*Par Bruno Amoussou, Agro économiste
Ancien Ministre d'Etat, Ancien Président de l'Assemblée Nationale
Député à l'Assemblée Nationale*

Jeune ingénieur, j'ai eu le privilège et la joie de diriger deux grandes entreprises notamment la Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER) et la Banque Commerciale du Benin (BCB). La SONADER qui avait pour objet principal, le développement du palmier à huile a disparu de même que la BCB la plus importante banque commerciale du pays. Ces disparitions sont du fait de décisions politiques. Et ce sont ces événements qui ont motivé quelque peu mon entrée en politique. S'il faut que les efforts consentis pour bâtir et construire soient anéantis par les décisions politiques, il importe de s'impliquer dans la politique pour contrôler de telles décisions afin de les orienter dans le bon sens et pour l'intérêt du plus grand nombre. Mais en fait mon intérêt pour la politique remonte à la classe de 4eme à Victor Ballot ou à la faveur d'une conférence sur le chômage, j'ai pris conscience des risques de me retrouver également au chômage du fait des décisions politiques. La politique a une large influence sur les autres aspects économique sociale et organisationnelle de la vie nationale. La politique entraine l'économique et le social à qui elle impose son rythme.

Gouverner, c'est agir, c'est faire des choix, c'est arbitrer. Choisir entre différentes choses, entre plusieurs options et pour ainsi dire, entre intérêts contradictoires. Le gouvernant est constamment tiraillé entre les intérêts

corporatistes ou communs. Comment bâtir une nation en privilégiant les intérêts communs sans violer les intérêts individuels et corporatistes ? La gouvernance suppose dans ce cas, patriotisme, clairvoyance, courage et désintérêt. Quel que soit le choix, il y aura des opposants dont les intérêts ne rencontrent pas le choix effectué. Mais comment décider, comment choisir et arbitrer pour l'intérêt commun ? Deux voies s'offrent :

- Choisir selon ses propres appréhensions, ses propres convictions, ou ses propres analyses ou
- Choisir, opter pour le dialogue avec d'autres ;

Cette dernière est la voie qui réduit le plus les conflits et chocs dans la société.

Il y a en effet, ceux qui optent pour la théorie des chocs prônées par l'école de Chicago, Milton Friedman et les Chicago boys, dont les idées ont trouvé encore plus d'écho avec la grave crise économique de 1929. Laisser apparaître les chocs pour en régler les conséquences. Pour eux la régulation est l'ennemi du progrès. Les théories de l'école de Chicago sont à l'origine des politiques économiques de la Banque mondiale du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, pendant lesquelles de nombreuses entreprises publiques des pays en développement furent privatisées. Mais il y a l'autre école, celle de la concertation qui consiste à dialoguer pour trouver ensemble des solutions. Les tenants de cette théorie prônent la régulation notamment dans le domaine économique. D'où l'existence d'un régulateur qui se retrouve être le plus souvent l'Etat.

Le cardinal Bernardin Gantin dans une contribution donnée en août 2007 sur le dialogue entre les religions endogènes, le christianisme et l'islam en vue de la préservation de la paix souligne que le dialogue vrai est une source de préservation de la paix. Toutefois, il y a des faux dialogues. Le dialogue suppose que l'on reconnaisse que l'autre est différent et on respecte cette différence.

On engage le dialogue à petits pas vers le rapprochement des intelligences. C'est pourquoi toute politique qui tend à affaiblir les autres est source de conflit. Car si après tout on n'a pas d'interlocuteur, le dialogue est compromis. Une saine gouvernance provient du dialogue permanent entre les différentes structures et organisations.

Il existe quelques contraintes objectives à l'engagement d'un réel dialogue constructif. La première et la plus importante est notre situation de pays dominé qui ne permet pas d'avoir la liberté totale de prise de décision. Nombre de pays africains sont sous la coupe des institutions de Breton Wood et autres grandes institutions internationales et n'ont plus la pleine et totale faculté de décision. Il en est ainsi lorsque le FMI a demandé et obtenu la privatisation de la fourniture des intrants en République du Bénin ce qui a eu un impact négatif sur la production. C'est pourquoi, il importe de suivre les recommandations de ces institutions avec clairvoyance et discernement. Car ce ne sont pas les cadres de ces institutions qui portent la responsabilité des échecs, mais les responsables politiques nationaux.

La gestion d'un pays à espace privé réduit donne l'occasion d'un Etat dominant et prédominant. L'Etat devient le principal dispensateur des ressources mais aussi et surtout le seul véritable régulateur. Il y a plus de régulation et aussi plus de risque de décisions partisans plus politiques qu'économiques ou social. Ce sont les forces sociales organisées qui permettent d'avoir un contre poids efficace contre la trop grande régulation au profit de groupes particuliers ou d'intérêts partisans. « Le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument » nous enseigne Machiavel.

Finalement la régulation au profit des plus faibles ou des plus pauvres ne s'obtient pas de la seule volonté du politique d'assurer une redistribution efficace et équitable, mais de la capacité des forces sociales organisées à

constituer un contre poids crédible au pouvoir politique. Bien sur certains pouvoirs en fonction de leur idéologie sont plus portés vers le social (la social-démocratie) que d'autres plus portés vers le capital (capitalisme). Mais dans les deux cas les forces sociales jouent un rôle prépondérant pour réduire le pouvoir corporatiste et obliger au partage et à la redistribution.

Gouverner c'est être en permanence balancé entre différents intérêts contradictoires. C'est le juste arbitrage qui est appelé la bonne gouvernance.